

REFORME DE LA FORMATION ET DU RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS : A REFAIRE SUR DE TOUT AUTRES BASES !

Le MEN vient de faire passer en CTPM – dans lequel le SNESUP n'est pas représenté- les projets de décrets concernant la formation et le recrutement des enseignants. Votés avec les seules 20 voix de l'administration, sans aucune voix syndicale, ces projets préjugent des auditions en cours concernant l'avenir de la formation des enseignants et s'inscrivent dans une perspective de disparition des IUFM. Ils continuent de faire l'objet de la protestation unanime de la communauté universitaire. En écho au bureau national du SNESUP, la CPU, la CDUS et la CDUL expriment aujourd'hui leur opposition aux projets de décrets. Elles annoncent, en des termes voisins, leur souhait de suspendre leur participation aux travaux de la commission Marois-Filâtre si des assurances concernant le retrait des dispositions permanentes des décrets ne sont pas données.

C'est un nouveau désaveu pour le gouvernement. Il doit mesurer la détermination de la communauté universitaire !

Le SNESUP demande au gouvernement de retirer de l'ordre du jour du CSFPE – qui doit se tenir le 2 juin – les projets de décrets concernant la formation et le recrutement des enseignants.

Le SNESUP réitère sa demande de création d'une commission thématique permanente du CNESER, dotée des moyens lui permettant de mener tous les débats nécessaires avec l'ensemble des organisations et acteurs concernés par la formation des enseignants.

Le SNESUP exige que le gouvernement remette à plat l'ensemble de cette réforme. Il appelle les universitaires à intervenir en ce sens.

Le SNESUP appelle à participer à

*Réunion publique à Paris
« Pour une autre Europe du savoir »
au 104, rue d'Aubervilliers, Paris 19^{ème}
le 30 mai 2009
organisée par le collectif « Printemps 2010 »*

*« La marche de tous les savoirs » (Academic Pride),
à Paris et en province, le 4 juin 2009.
A Paris, départ de la manifestation : 14 heures -
Maison des Sciences de l'homme
Rendez-vous au métro : Sèvres-Babylone*

L'Université Stendhal Grenoble 3 n'abdique pas et préserve son autonomie pédagogique et scientifique.

La forte mobilisation des personnels et des étudiants de l'Université Stendhal a conduit l'équipe présidentielle de l'université Stendhal, en concertation avec les étudiants et personnels mobilisés, à proposer l'organisation de jurys de validation / obtention, permettant :

- de mettre en œuvre un dispositif pédagogique adapté aux besoins des étudiants et répondant à la disparité des situations existantes au sein de l'université ;
- de définir un programme et des objectifs de travail, au terme d'une approche concertée au sein des équipes pédagogique et en lien avec les étudiants ;
- de valider le deuxième semestre sur la base d'un travail personnel et d'un entretien devant jury chargé d'évaluer les aptitudes et les connaissances des étudiants ;
- de garantir au-delà de cette fin d'année, un soutien et un renforcement disciplinaire aux étudiants pour lesquels il s'avérerait nécessaire.

Cette proposition est battue en brèche par la Ministre de tutelle qui, bien loin de s'inquiéter de la transmission des savoirs ou de la réussite du plus grand nombre, et sans tenir compte du caractère extraordinaire de cette fin de semestre, voudrait nous imposer une évaluation hâtive, voire bâclée.

En menaçant notre Université du tribunal administratif, en refusant de reconnaître la validité de nos diplômes si nous maintenions cette modalité pourtant inscrite dans le cadre réglementaire de l'université en accord avec les textes en vigueur, la ministre Pécresse va au bout de sa logique d'instrumentalisation de la question des examens à des fins de pure communication politique.

Elle défend ainsi une conception bien particulière de l'autonomie qu'elle entend imposer aux universités : une autonomie qui ne vaut que par l'assujettissement qu'elle impose aux universités sur les questions pédagogiques et scientifiques, à ses propres visées.

Qui oserait prétendre que c'est au ministre, aussi éclairé soit-il, qu'il revient de prendre les décisions pédagogiques les plus adaptées à la situation concrète que vivent nos étudiants ? Qui, sinon les enseignants de notre université, sont les mieux à même de définir les objectifs de formation,

et les moyens de les atteindre pour nos étudiants ?

Parce que nous n'avons pas d'autres buts que de protéger les étudiants contre un Gouvernement qui s'en lave les mains - voire qui serait prêt à sacrifier des milliers d'étudiants pour faire un exemple -, parce que nous pensons que la discussion et la négociation sont les seules voies pour définir ensemble notre avenir, parce que nous entendons défendre l'autonomie pédagogique et scientifique de notre université, nous avons accepté un compromis qui ne signe pas la fin de notre mouvement, bien au contraire : afin de poursuivre la mobilisation sans faire payer aux étudiants de troisième année de licence le prix de l'incurie et du mépris du Gouvernement, nous acceptons que les évaluations soient organisées, pour la troisième année, dans le cadre des modalités de contrôle des connaissances votées, sur la base des enseignements effectivement dispensés. Les première et deuxième années de licence bénéficieront du dispositif des jurys d'obtention-validation.

Notre souci de maintenir l'unité de l'université et de respecter les avis de la majorité de ses membres, notre volonté de trouver une issue à la situation actuelle en mettant en œuvre une solution concertée, nous ont rendus encore plus solidaires et déterminés.

Oui Madame Pécresse, nous sommes toujours debout, forts d'une mobilisation sans précédent et d'une très large prise de conscience du caractère destructeur, néfaste, de vos réformes : notre communauté dans son ensemble réaffirme l'incompatibilité fondamentale de la LRU avec un service public de qualité accessible à tous.

Tant que le Gouvernement persistera, et fermera la porte à une véritable concertation de notre communauté, nous lui opposerons la résistance de notre détermination.

Le mouvement continue, et il prendra d'autres formes dans les semaines et les mois à venir. Comme l'affirmait avec force la dernière CNU : "les universités entrent en résistance". Résistons !

SNESUP Grenoble - Sud Education Université Stendhal - Les personnels mobilisés de l'Université Stendhal – Collectif MARRE –
Sauvons l'Université Grenoble